

SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Séance du 8 mai 1834.

La commission proposait une réduction de 69,500 francs sur le budget de l'instruction publique. Cette économie, aussi peu judicieuse qu'impolitique, proposée à une époque où le quart des communes de la France manquait encore d'écoles et où les trois cinquièmes de la population totale de vingt ans ne savaient pas même lire, provoqua l'opposition de M. de Lamartine. Il reprocha au gouvernement de Juillet de disputer au peuple quelques parcelles de vie morale lorsque la société était en péril. Ce discours profondément ému, prononcé après les émeutes sanglantes de Paris et de Lyon, s'inspirait de la situation de la France, trompée dans ses plus nobles aspirations par les mesquines lésineries du pouvoir, qui ne songeait qu'à réprimer et non à éclairer.

MESSIEURS,

En prenant la place de M. de Bellaigue à cette tribune, je ne viens pas le combattre dans la critique qu'il a faite du despotisme de l'Empire, et même de l'influence exagérée de la Restauration dans l'Université; car je viens parler surtout dans l'intérêt de la liberté complète de l'instruction publique, et je ne défendrai l'Université que comme modèle donné par l'État à la concurrence morale et religieuse.

Messieurs, les heures de la Chambre sont trop comptées, et le rapport de la commission sur l'instruction publique nous a été distribué trop tard, pour que j'entre dans la discussion de chacune des spécialités qui le composent. Je viens seulement, tout en rendant hommage au rapport sous le point de vue économique et financier, combattre toutes les réductions proposées. Ces réductions ne s'élèvent qu'à 69,500 francs; c'est peu de chose, mais ce serait le signe d'un esprit de parcimonie et de contestation que la Chambre doit écarter d'elle dans une matière qui touche aux plus pressantes nécessités du pays.

Nous vivons dans un temps où les choses marchent vite; il y a peu d'années encore que le ministère de l'instruction publique n'eût appelé qu'une rapide et sommaire discussion. On eût jeté au peuple quelques poignées de phrases, quelques miettes de morale et de religion à son usage; on eût voté quelques centimes écornés au milliard du budget, aliment suffisant pour nourrir l'intelligence et l'âme d'une grande nation. Qu'il y a loin de là à aujourd'hui, où la discussion de ce ministère est la plus importante tâche de la législature qui finit, et qui finirait avec fruit et avec gloire, si elle avait avancé d'un jour l'éducation morale du peuple.

Et cependant, Messieurs, cette question si grave ne l'est pas encore assez à nos yeux: ici même, où la France envoie l'élite de ses intelligences, nous ne la voyons pas d'assez haut. Nous lui disputons des centimes, et c'est elle qui nous donnera la vie ou la mort. Si je puis vous convaincre de son importance, j'aurai suffisamment combattu par là même les réductions qu'on lui impose.

Si l'on vous disait, Messieurs, qu'il existe un pays où des révolutions successives ont renversé les trônes, usé les mœurs, affaibli ou effacé la religion; un pays où une seule puissance a tout envahi et tout secoué, la puissance de la parole ou de la presse; un pays où toutes les racines antiques du pouvoir politique ont été mises à nu, coupées et jetées sur le sol, où tout est remis à la discussion quoti-

dienne par les assemblées délibérantes ou par le journalisme, où la presse se fait populaire, où l'ouvrier écrit son journal, où les écoliers mêmes ont leur presse et régèment leurs maîtres ?

Et si l'on ajoutait que dans ce même pays les législateurs et le gouvernement ne font aucune attention sérieuse à ce nouvel état de la société, donnent à l'armée, au commerce, à la marine, aux travaux publics, aux théâtres, aux haras, dix fois plus qu'à l'éducation et à la moralisation du peuple; jettent cent millions dans une seule année pour achever ou regratter les monuments de la capitale, et quatre cent trente mille francs pour le subside de l'État à quarante-cinq mille écoles des communes? Vous diriez que ce pays court à sa perte, et qu'avant dix ans l'imprévoyance, l'aveuglement de ses guides l'aura précipité dans d'inévitables catastrophes! Vous le diriez et vous auriez raison, et l'avenir justifierait infailliblement vos sinistres prophéties! Eh bien, ce pays, Messieurs, c'est la France! Je voudrais la convaincre de son aveuglement. Quatre questions principales se présentent : la liberté, la concurrence, les méthodes, l'Université.

La liberté d'enseignement? C'est la première des libertés humaines. Elle se confond avec la liberté de conscience : c'est le droit naturel que tout homme a reçu de revivre, de se transmettre lui-même tout entier, avec sa pensée, sa religion et ses mœurs, dans l'enfant qui le perpétue ici-bas; c'est le droit de possession de soi-même; c'est plus encore : car, dites au père de famille de vendre à la loi l'âme de ses enfants, vous ferez frémir la nature, il se vendra plutôt lui-même. Ce principe de la liberté complète de l'enseignement, sauf le droit de police des mœurs réservé à l'État, est consacré maintenant dans la pensée de tous, comme dans la nature. Il n'attend plus que d'être enregistré par vous dans vos lois. Pouvez-vous retarder encore? Vous le devez à la religion, qui ne vous demande pas autre chose pour concourir de sa toute-puissance à cette œuvre, qui est la sienne.

La concurrence? C'est la liberté même de l'enseignement; elle en est le moyen; l'une ne peut exister sans l'autre; c'est dire assez que la concurrence est aussi sacrée que la liberté.

Les méthodes? La concurrence les admet et les éprouve toutes; il ne leur faut pas d'autre examen ni d'autre encouragement.

Enfin, l'Université? C'est l'article le plus controversé; c'est celui auquel je m'attache principalement. Qu'est-ce que l'Université? C'est la centralisation, en matière d'enseignement et d'instruction populaire; c'est le modèle offert par la société; c'est la prime donnée par l'État à l'éducation publique.

Je sais, Messieurs, que je viens de prononcer un mot qui déchire à présent la bouche, un de ces mots répudiés, pros crits, vomis par toutes les opinions, un de ces mots qui deviennent par moments comme le bouc émissaire que tous les partis rejettent et se sacrifient pour s'apaiser entre eux : la *centralisation*. N'importe; je le prononcerai seul s'il le faut, seul avec la foi, avec le respect dû à un mot qui signifie, selon moi, la vie et l'action des sociétés, la force de tous dans un seul. Je n'ai pas besoin de dire que je n'entends pas par centralisation cette manie jalouse de tout faire et de tout absorber, ce monopole des actions et des intelligences locales qui possède les gouvernants et dépouille le pays : ce monopole, cette centralisation administrative, je la réprouve avec tous les bons esprits; je ne parle que de la centralisation gouvernementale, de ce mode d'organisation par lequel les forces éparses et insuffisantes de tous viennent se concentrer dans l'action unanime, régularisée et irrésistible d'un gouvernement.

Ainsi procède dans l'ordre naturel et dans l'ordre moral tout ce qui veut vivre et créer; ainsi procéda le christianisme, cet immortel enseignement des esprits, quand, semé çà et là dans quelques têtes, comme une pensée individuelle, il se résuma dans l'Église, pour s'emparer du monde

qu'il avait mission de régénérer. Ainsi procéda Charlemagne quand, voulant léguer une civilisation nouvelle à son empire, il concentra sa pensée et celle de quelques hommes au-dessus de leur siècle dans une institution enseignante, dans un gouvernement des esprits, dans ses universités. La société tout entière n'est que le résultat de cette force d'unité.

Si donc la société veut et doit agir sur elle-même, veut multiplier sa force de progrès, d'enseignement, de civilisation, il faut qu'elle centralise ses forces civilisantes dans des institutions qui aient la force et l'universalité de la société même, dans un système d'universités qui embrasse tout ce qui fut, tout ce qui est, tout ce qui sera du domaine intellectuel de l'humanité. Il faut qu'elle le fasse ou qu'elle périsse. Je n'en veux qu'une preuve, la presse. Ce seul exemple suffira pour vous prouver que la société n'a plus qu'une voie de salut, l'instruction universelle. Et quand je dis instruction, je dis morale, je dis sentiment religieux; c'est la même chose. Toute lumière vient de Dieu et mène à Dieu.

Je vois des hommes qui, ébranlés par les secousses répétées de nos commotions politiques, attendent de la Providence une révélation sociale, et regardent autour d'eux s'il ne surgit pas un homme, un sage, une doctrine, un héros qui vienne s'emparer violemment du gouvernement des esprits et raffermir le monde ébranlé; ils espèrent, ils invoquent, ils cherchent cette puissance qui se posera de son plein droit arbitre et dominatrice de l'avenir, et ils ne voient pas que cet homme, cette révélation, cette puissance fatale et irrésistible est déjà née, qu'elle est là sous leur main, sous leurs yeux, et que c'est la presse! Ils l'oublient dans leur calcul, et elle est déjà tout! La presse travaille la société par le dedans, comme l'âme organise ou transforme le corps. Elle agit et agira de plus en plus avec l'énergie d'une force de la nature, d'un sens de plus ajouté tout à coup à l'organisation humaine. C'est la voix de tous entendue sans cesse par

tous, c'est le perpétuel dialogue des idées avec les idées; elle a commencé par se créer elle-même en empiétant sur toutes les résistances féodales, théocratiques, monarchiques, qui pressentaient en elle un destructeur ou un redresseur invincible. Elle a abaissé les montagnes et élevé les vallées, elle a nivelé partout où elle a passé, car il semble que l'expansion soit son arme, comme celle du christianisme dont elle est née. Malheur à qui ne le comprend pas!

Elle a fait la Révolution française, qui a voulu en vain l'étouffer dans le sang de ses premiers apôtres: elle a défait la révolution démagogique des échafauds, elle a appelé le 18 brumaire au secours de l'ordre, elle a fait l'Empire pour le restaurer, elle a fait tomber l'Empire devenu tyrannie universelle; et cet homme qui a eu dans la tête et dans la main tous les instruments de la domination du monde a roulé dans sa gloire devant elle! La Restauration l'a ramenée, et la Restauration a péri pour avoir hésité un jour devant elle! Elle perdra successivement tous les pouvoirs, monarchies ou républiques, qu'importent les noms? qui se refuseront à la comprendre. Elle est le mot de l'énigme du sphinx placé devant les portes de l'avenir; il faut la comprendre ou périr! Et maintenant la voilà qui se fait populaire, qui va se multiplier dans vos villes, dans vos hameaux comme le pain du jour, Populaire! Messieurs, songez-y! notre presse à nous, c'est de la pensée! la presse du peuple, c'est de l'action! Quelle digue opposerez-vous? quel gouvernement résistera? quelles baïonnettes ne s'émuousseront pas? Une fois que tout sera livré à la critique, à la discussion de tous, une fois que les gouvernements seront au concours, il n'y aura plus d'espoir, plus de salut que dans la lumière et la raison de tous! plus de salut que dans la parole et dans l'enseignement! Occupez-vous donc de cet imminent avenir! Brisez le moule étroit de vos institutions enseignantes, ou plutôt élargissez-le, complétez-le! Donnez un corps et une âme à la civilisation de notre époque, faites

un grand ministère, un ministère principal de l'intelligence et de la pensée publique ! Vous n'avez pas d'autre moyen de prévenir les menaces du temps, et de garantir la société de ce débordement de forces intellectuelles sans emploi, autre danger, danger imminent de notre état actuel.

Ici, Messieurs, j'appelle votre attention tout entière. Jetez avec moi un regard à fond sur le pays. Qu'y voyons-nous, Messieurs ? D'immenses facultés, et rien pour les occuper ; des capacités sans nombre, et rien pour les employer ; des ambitions sans bornes, et rien pour les satisfaire. Une jeunesse ardente et impatiente débordant chaque année de nos collèges, de nos écoles, l'esprit enflammé de brûlantes passions de gloire ou de fortune, se sentant digne de conquérir un avenir illimité. Puis à son premier pas dans le monde, devant elle tout est obstacle, tout est plein, tout est fermé, partout un refus, partout une excuse, partout l'impossibilité devant ses désirs. Il faut se résigner en frémissant, briser toutes les flatteuses chimères qu'on s'était créées, tromper les espérances d'une famille souvent indigente, maudire peut-être une éducation ruineuse qui a allumé une soif qu'elle ne peut assouvir, une société qui promet tout, qui appelle à tout, et qui donne si peu. Le plus grand nombre se révolte, et devient une conspiration vivante, une agression éternelle contre la société qui ne leur fait pas place. Ce sont ces hommes qui remuent partout dans vos cafés, dans vos théâtres, dans vos rassemblements oisifs ; ce sont eux qui jettent leurs passions mécontentes dans vos presses de démagogie, de scandale et d'immoralité ; ce sont eux qui tirent de vos égouts les statues sanglantes des hommes de la Terreur, pour les couronner de féroces apothéoses et leur vouer un nouveau culte et de nouvelles victimes ; ce sont eux qui accourent à chaque mouvement populaire, à chaque espérance de révolution, comme l'oiseau de proie aux champs de bataille ; la patrie voit s'accroître chaque année comme un fléau ceux qui devraient faire sa force et sa gloire. Nos administrations,

nos fonctions libres, de tout genre, laissent chaque année sans emploi un excédant de plusieurs milliers de jeunes hommes refoulés ainsi de tous les postes pour lesquels l'éducation les avait préparés ! Multipliez ce chiffre par un nombre pareil et même croissant pendant six années, et réfléchissez, et dites-nous quel trésor d'oisivetés menaçantes et de passions désorganisatrices vous aurez amassé sur la société ?...

La France est couverte de ces facultés étouffées dans leur germe ; ces facultés ne peuvent manquer de réagir contre elle. Dans une société, tout ce qui ne sert pas nuit, tout ce qui ne vivifie pas tue, tout ce qui n'a pas sa place tend à se la faire par la désorganisation et la violence.

Vous répondez peut-être à ces pronostics par l'exemple des pays voisins. Vous me citerez l'Angleterre ; mais l'Angleterre a ses colonies, ses Indes, son commerce maritime ; et ses Indes, les Indes seules, emploient 28000 jeunes Anglais de la classe moyenne. L'Amérique ! mais elle a ses défrichements et ses territoires vierges, qui s'étendent à mesure que sa population s'accroît. L'Allemagne ! mais elle a son vaste domaine intellectuel, ses gymnases et ses universités. L'Espagne ! mais elle a ses moines et les richesses de son Église que ses moines dévorent. Nous seuls, nous n'avons rien.

Il y a là un grand vide, un vide qui se creuse, qui s'élargit tous les jours, qui menace de tout engloutir ; et ce vide, prenons-y garde ! il n'existait pas avant la Révolution française. L'intelligence, ce premier moteur de la vie des sociétés, l'intelligence, ce possesseur du monde au premier titre, l'intelligence n'a pas sa place, n'a pas sa part, n'a pas sa propriété parmi nous : elle est déshéritée en France. Et regardez à quarante ans en arrière, l'intelligence avait cette part, cette place, cette propriété légitime, immense, assurée, héréditaire. Elle avait l'Église, l'Église avec ses dignités, ses offices, ses titres largement rétribués, ses abbayes, ses terres et ses dîmes. Maintenant que reste-t-il

à la rémunération du travail intellectuel ? où est le prix de l'éducation ? où est la propriété, le patrimoine de la pensée ? Il n'y a plus rien ; c'est ce vide qu'il faut combler.

Il faut recréer un emploi, une propriété sociale à l'intelligence par plusieurs moyens qui se présenteront à leur place dans nos discussions futures, mais d'abord par un travail multiplié et appliqué à l'enseignement ; par un vaste et complet système d'universités, qui occupe un grand nombre de ses facultés. Il faut que toutes les autres propriétés se cotisent pour lui rendre ainsi sa place et sa part dans une société bien faite, pour lui rendre par là même des intérêts conservateurs et une solidarité nécessaire avec la propriété, avec l'ordre social qu'elle menace aujourd'hui et qu'elle consoliderait alors. Vous vous plaigniez hier de la presse ; c'est le seul moyen de lui donner une moralité, une hiérarchie, de la ranger du côté de la société.

Et si les propriétés existantes murmurent, si les hommes qui voient tout le gouvernement dans ce seul mot *économie*, après avoir voté le milliard des intérêts matériels, se refusent à voter le denier de la pensée, ne soyons du moins pas complices de leur aveuglement, et disons-leur ce que les révolutions de toutes les dates crient si haut et si vainement : c'est que les intérêts égoïstes perdent tout pour ne vouloir rien partager, et que la générosité sociale est aussi de la politique.

Telles sont les considérations, Messieurs, qui doivent nous engager, non-seulement à rejeter toutes les réductions proposées par la commission, mais encore à provoquer le gouvernement à exercer son initiative en faveur du vaste et complet système d'instruction et de moralisation publique que j'ai l'honneur de vous présenter, et dont la commission a pressenti elle-même la nécessité. Bien loin de retrancher des sommes, ajoutons-en, pour que tous nos efforts civilisateurs se concentrent et se vivifient dans un grand ministère de l'intelligence publique ; pour que le quart de nos communes qui manquent d'écoles puissent en être pour-

vues ; pour que les instituteurs primaires obtiennent un salaire de 500 francs ; pour que les écoles normales se multiplient sur différents points du territoire ; pour que les livres élémentaires se propagent, et que nos talents les plus transcendants se consacrent à cette œuvre et tendent la main au peuple, pour l'élever à la science et à la morale ; pour que ce premier but de toute éducation, la morale, trop négligée aujourd'hui qu'on l'a séparée de la religion, ait dans nos écoles un enseignement spécial indépendant de l'enseignement du dogme, laissé à la liberté de la famille : enfin, pour que les hautes études, les lettres et les beaux-arts, qui ont enrichi et honoré la France, participent à la richesse nationale qu'ils ont contribué à créer, et obtiennent place, action et propriété dans nos institutions.

Je suis loin de méconnaître les efforts tentés dans ce sens par M. le ministre de l'instruction publique¹. Son regard au moins a porté loin sur l'avenir du pays. S'il n'a pas fait plus, s'il a conservé ces mesures universitaires au lieu de concevoir le plan et de jeter les fondements d'un vaste système d'éducation publique que nous vous proposons, c'est sans doute qu'il n'a pas osé davantage. Le pays est si timide, si hésitant dans le bien ; il se dispute tellement à lui-même les moyens d'action, les justes attributions du travail, qu'il faut lui arracher son propre salut comme si on lui arrachait la vie même.

Et cependant, Messieurs, ne l'oublions pas, les révolutions, fatales nécessités, inévitables intermittences de la vie des nations, ne se font jamais en vain. Toute révolution doit quelque chose au peuple, et ne se légitime que par ses œuvres. La révolution de Juillet n'oublie-t-elle pas ce tribut qu'elle doit à son tour à la France et à l'humanité ? Téméraire et forte au jour du combat, timide et petite après la victoire, elle ne prend sur aucune question vitale l'initiative de l'époque et du génie ! De sinistres catastro-

1. M. Guizot.

phes l'avertissent, elle réprime avec énergie, mais elle ne rectifie rien, et elle laisse s'accumuler dans l'état social ces flots de vices, de corruption et d'agression croissante dont un à la fin pourrait l'engloutir et la société avec elle ! La passion courageuse du bien lui manque, tâchons de l'allumer dans le pays ; les idées ne sont rien si elles ne sont allumées au feu d'un sentiment qui les vivifie et les propage. Les anciens ont eu pour passion l'amour de la patrie ; le christianisme a eu le zèle qui l'a rendu et le rendra encore si puissant sur l'éducation des masses, en lui laissant la liberté tout entière que nous lui devons ; le moyen âge a eu le fanatisme ; la Révolution française a eu la passion du nivellement ; hommes d'une autre époque, ayons la nôtre, la passion du bien, la passion du bonheur des masses, et qu'elle nous donne l'intelligence pour concevoir les grandes choses, et le courage pour les exécuter.

Je vote contre les réductions proposées, et pour que le gouvernement soit prié de présenter à la prochaine législature une organisation complète du ministère de l'instruction publique.

III

SUR LA LOI DE LA PRESSE

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Séance du 21 août 1835.

L'attentat Fieschi souleva en France un mouvement unanime d'exécration contre le crime, mais, dans la pensée publique, c'était l'acte d'un scélérat isolé. Le ministère, mettant à profit l'indignation universelle, présenta immédiatement à la Chambre trois lois violemment répressives sur la presse, le jury et les cours d'assises. Ces rigueurs rencontrèrent dans la majorité une approbation passionnée. La commission du projet de loi sur la presse étendait même dans son rapport des dispositions déjà excessives. Ces lois, désignées sous le nom de lois de Septembre, devaient rester une date, comme le prévoyait M. de Lamartine.

MESSIEURS,

Si j'écarte d'abord les sinistres images qui nous assiègent tous dans cette discussion, cette fête meurtrière, ce roi et ses fils menacés du même coup, cette mort jetée au hasard sur des centaines de citoyens pour atteindre la patrie dans un seul, ce n'est pas que cette horrible orgie du crime ait soulevé dans mon âme moins de pitié, moins d'indignation que dans la vôtre ; la France n'a qu'un cœur. Le Français peut avoir des sympathies, des convictions diverses, mais